

PERTES & PROFITS | INDUSTRIE

HEURS ET MALHEURS DE « L'USINE FRANCE »

La vie économique n'est pas suspendue aux « gilets jaunes », mais toutes les décisions industrielles ont une résonance particulière en cette période de crise sociale aiguë. Trois dossiers impliquant l'Etat sont sur la table : le devenir de l'usine Ford de Blanquefort (Gironde) et de ses 850 salariés devait être scellé lundi 10 décembre et l'éventuelle relance des hauts-fourneaux ArcelorMittal de Florange (Moselle), décidée avant la fin de l'année. Quant à la reprise de l'aciérie Ascoval de Saint-Saulve (Nord) par le groupe franco-belge Altifort, elle sera sans doute validée mercredi par le tribunal de Strasbourg.

L'avenir de ses 281 employés était suspendu à l'aide de l'Etat. Ils auront attendu jusqu'au dernier moment, vendredi, pour être fixés sur leur sort. Une heure avant l'expiration du délai fixé à 17 heures par la justice, le patron d'Altifort, Bart Gruyaert, a reçu la lettre du ministère de l'économie lui annonçant un concours financier de 25 millions d'euros, qui s'ajoutera aux engagements des collectivités locales et des banques. Le plan doit permettre la construction d'un train de fabrication de fil d'acier et l'embauche de 133 personnes. Inespéré il y a encore un mois ! Inespéré, mais fragile, tant l'avenir dépend du carnet de commandes d'Altifort.

Fragile comme le rebond de l'industrie en 2017, marqué par la création nette d'emplois in-

dustriels et un solde positif d'ouvertures de sites. Cette année sera probablement moins florissante. De plus, de lourdes hypothèques pèsent sur certains groupes : General Electric (ex-Alstom), menacé par l'effondrement des commandes de turbines électriques en Europe, le parapétrolier CGG, frappé par la rigueur des compagnies dans leurs dépenses d'exploration-production, ou le fabricant de tubes d'acier Vallourec, à la merci d'un raid de la part de plus gros que lui, comme son actionnaire (14,6 %) Nippon Steel & Sumitomo Metal Corporation.

Défaitisme ambiant

On a vite fait de réduire ces entreprises à des symboles du déclin de l'« usine France ». GE-Alstom, CGG et Vallourec se trouvent à la pointe de la technologie dans leur domaine. Et l'industrie ne se résume pas à ces sociétés opérant dans des secteurs traditionnels. Ses dirigeants dénoncent le défaitisme ambiant. « Leur premier sentiment, c'est l'exaspération face au discours sur la désindustrialisation, perçu comme du "French bashing" », note Agnès Laurent-Moreau, responsable du pôle industrie de la banque publique d'investissement.

Bpifrance vient de publier une enquête menée auprès de 2 055 patrons de PME et d'entreprises à taille intermédiaire. Sept dirigeants sur dix se disent confiants en son avenir,

relève l'étude. Sans occulter ses « faiblesses structurelles », Thierry Weil, ex-délégué général de La Fabrique de l'industrie, souligne qu'elle est « un vecteur de cohésion sociale ». Présente sur tout le territoire et couvrant tous les niveaux de qualification, « elle ne crée pas les phénomènes de polarisation géographique et de revenus qu'on observe dans les économies de services ». Et qui alimentent la colère sociale. ■

JEAN-MICHEL BEZAT